

JEAN-MICHEL APHATIE

Bonjour Alain LAMBERT.

ALAIN LAMBERT

Bonjour.

JEAN-MICHEL APHATIE

On va parler philosophie politique ce matin. Ce budget Alain DUHAMEL vient de le dire, personne ne croit qu'il est sincère, et vous, Alain LAMBERT, vous y croyez à ce budget ?

ALAIN LAMBERT

Écoutez, il y a une très bonne nouvelle, c'est que ce budget va être discuté selon la nouvelle constitution budgétaire, qui a d'ailleurs été votée conjointement par la gauche et par la droite, nous avons le meilleur instrument du monde aujourd'hui, les Français vont savoir ce que l'Etat leur coûte, les Français vont savoir ce que l'Etat fait pour eux, et donc c'est quand même une bonne nouvelle, parce qu'après...

JEAN-MICHEL APHATIE

C'est une bonne nouvelle, mais ce n'était pas ma question Alain LAMBERT. Ce budget est-il sincère ?

ALAIN LAMBERT

C'est vrai, mais vous ne l'auriez pas dit si je ne l'avais pas dit.

JEAN-MICHEL APHATIE

Donc vous l'avez dit, ce budget est-il sincère ?

ALAIN LAMBERT

Ce qui est le moins sincère selon ce qu'Alain DUHAMEL a dit tout à l'heure, c'est, paraît-il, les prévisions de croissance. Mais finalement elles n'ont pas tellement d'importance dans la construction du budget. Pourquoi ? Parce qu'en dépenses, on fixe les dépenses complètement en dehors des prévisions de croissance, puisqu'on prend les dépenses de l'année précédente, on y ajoute l'inflation, ce qui fait environ 5 milliards d'euros, et on reste enfoncé dans la norme que nous appelons zéro volume, c'est-à-dire le montant de l'inflation.

JEAN-MICHEL APHATIE

Donc philosophie politique, ce n'est pas grave, si on vous ment un peu, si on ne fait pas la croissance prévue, ce n'est pas très grave.

ALAIN LAMBERT

Pas du tout, les prévisions de croissance, qui sont calculées de manière sérieuse et parcimonieuse, puisqu'on se tient à une norme d'évolution correspondant à l'inflation. S'agissant des recettes, d'agissant des recettes, elles sont calculées, il faut le savoir, pour 40% d'entre elles, sur l'exécution de l'année précédente, que nous commençons à connaître. Ce que je crois c'est que la discussion sur les prévisions de croissance est une façon un peu ancienne de débattre du budget, mais ne correspond plus, à mon avis, à une construction moderne.

JEAN-MICHEL APHATIE

Donc ce n'est pas une nouveauté, il a tout votre talent diplomatique Alain LAMBERT. Les dégrèvements de cotisations patronales, c'est ce qu'on lit dans la presse, je ne suis pas un technicien moi, sur les bas salaires, les dégrèvements de cotisations sociales sur les salaires, figurent jusqu'à au budget de l'Etat, et cette année pour la première fois ils figurent sur le budget de la Sécurité sociale. Alors pourquoi est-ce qu'on a changé ? en deux mots, si vous pouvez nous le dire.

ALAIN LAMBERT

Parce que...

JEAN-MICHEL APHATIE

Quelle est la logique ?

ALAIN LAMBERT

Parce qu'on a considéré qu'il s'agit, s'agissant des cotisations sociales, d'éléments budgétaires qui doivent se retrouver dans les comptes sociaux.

JEAN-MICHEL APHATIE

Et on l'a considéré cette année, pas avant.

ALAIN LAMBERT

Exactement.

JEAN-MICHEL APHATIE

Quand vous étiez ministre du Budget, vous ne l'avez pas considéré, vous ?

ALAIN LAMBERT

Non parce que quand j'étais ministre du Budget j'ai voulu toujours fusionner la loi de finances et la loi de financement de la Sécurité sociale, parce que nous n'aurions eu qu'Alain DUHAMEL à encore appelé tout à l'heure les espèces de grosses folles, qui sont, supposées grosses folles, qui sont parfois tellement grosses qu'elles ne trompent personne. Ce que je crois c'est qu'il faut fusionner la loi de finances et la loi de financement de la Sécurité sociale, comme ça on n'accrue plus les gouvernements de transférer des dépenses d'un budget à un autre.

JEAN-MICHEL APHATIE

Et alors, certains disent que si on a passé ces dégrèvements de cotisations sociales du budget de l'Etat au budget de la Sécurité sociale, c'est qu'ils sont en augmentation de 1,8 milliard d'euros en 2006, ces dégrèvements sont en augmentation de, et ne pas les discuter dans le budget de l'Etat ça permet d'afficher une norme de 0 dépenses supplémentaires en volume. C'est-à-dire en gros, c'est de la technique, on s'accuse si les auditeurs, certains d'entre eux, ne savent pas trop, en gros l'Etat dépense plus cette année, mais il le met sur d'autres budgets pour ne pas avoir à afficher cet affichage de dépenses supplémentaires. En gros, Alain LAMBERT, là aussi il y a un message. Pour dire les choses clairement.

ALAIN LAMBERT

Il est à craindre que la norme de 0 volume ne soit en effet pas tout à fait tenue, en raison de ce transfert, puisque nous sommes sur des chiffres, ma j'évalue ça plutôt à 1,2 milliard qu'à 1,8 milliard. Cela étant, encore une fois, nous dépensons trop et il faut que les Français nous écoutent, parce qu'ils aiment autant la dépense que leurs représentants politiques, moi si j'ai un message à leur donner, votre pays dépense trop, ça menace l'avenir de vos enfants, il faut absolument que nous maîtrisions davantage ces dépenses.

JEAN-MICHEL APHATIE

On lit des choses formidables dans les journaux, les parlementaires vont voter une prévision de déficit budgétaire de 2,9%, mais officiellement, alors c'est dans le journal L'ÉCONOMISTE du 30 septembre 2005, officiellement les services du ministère de l'Économie estiment que la France est sur une pente qui est plus proche de 3,0 ou de 3,5% de déficit, il y a une vérité officielle et il y a une réalité officielle, Alain LAMBERT.

ALAIN LAMBERT

Je crois que personne n'est capable de prévoir quel sera le déficit au terme de l'année 2006.

JEAN-MICHEL APHATIE

C'est terrible ça.

ALAIN LAMBERT

Eh bien non, parce que, est-ce que vous connaissez le chiffre d'affaires de RTL, vous, pour 2006 ? Moi je suis sûr que vous ne le connaissez pas non plus.

JEAN-MICHEL APHATIE

Si le patron de RTL était là, il vous le dirait.

ALAIN LAMBERT

Vous demandez aux fonctionnaires du ministère des Finances d'être capables de fixer des recettes...

JEAN-MICHEL APHATIE

Non, on parle d'argent public. On ne peut pas comparer une entreprise privée et l'argent public, ça veut dire que...

ALAIN LAMBERT

Il faut le faire ce plus en plus.

JEAN-MICHEL APHATIE

Les parlementaires vont voter en aveugles.

ALAIN LAMBERT

Non, les parlementaires votent une prévision de budget, ce qui m'intéresse, moi, c'est la loi de règlement, c'est-à-dire l'exécution du budget. Quand les entreprises publient leurs comptes, elles ne publient pas leur budget, elles publient l'exécution de leurs comptes, et donc nous travaillons sur une année réalisée, et non pas sur une prévision. Vous savez, la situation va beaucoup moins mal qu'on le dit, elle pourrait aller mieux, il faut en effet que nous tenions les dépenses parce qu'en matière budgétaire, tout est dans les dépenses.

JEAN-MICHEL APHATIE

Vous savez ce qui manque, c'est la confiance.

ALAIN LAMBERT

Eh bien la confiance...

JEAN-MICHEL APHATIE

Ce budget ne suscite pas la confiance. On n'y croit pas.

ALAIN LAMBERT

...C'est par la vérité, c'est par la sincérité...

JEAN-MICHEL APHATIE

Vous y croyez, vous ?

ALAIN LAMBERT

Sur ce budget ?

JEAN-MICHEL APHATIE

Oui.

ALAIN LAMBERT

Moi ce qui m'intéresse dans le budget ce sont les dépenses, et je veux qu'on ne dépense pas 1 euro de plus que ce qu'on a payé l'année dernière, et je suis pour une norme 0 valeur, c'est-à-dire euro courant, plutôt qu'euro constant, afin de ne pas nous retrouver avec des histoires de périmètres comme celles qu'on connaît aujourd'hui.

JEAN-MICHEL APHATIE

On se retrouvera l'année prochaine pour voir si on a dépensé plus ou moins. Vous ne faites signe, vous ne discutez sur l'ISF, là, je suis un peu en colère. Alors qu'est-ce qui ne va pas sur l'ISF, Alain LAMBERT ?

ALAIN LAMBERT

Sur l'ISF je veux dire des choses un peu avec netteté et un peu avec fermeté si vous le permettez.

JEAN-MICHEL APHATIE

Allons-y.

ALAIN LAMBERT

Parce que je comprends que cela ne soit pas la priorité du gouvernement, mais le gouvernement doit comprendre que le Parlement, lui, veut réparer des erreurs grossières qui ont été commises en 1999, et qui conduisent à la délocalisation de contribuables, à la délocalisation de centres de décisions des entreprises, à la délocalisation future de nos emplois, cette situation est injuste, elle est incompréhensible, et il faut y mettre fin. Et que le gouvernement laisse le Parlement prendre ses responsabilités, vous verrez qu'il les assumera très bien.

JEAN-MICHEL APHATIE

Et concrètement alors, qu'est-ce qu'il faut changer selon vous ?

ALAIN LAMBERT

Il faut faire en sorte que les contribuables ne payent pas plus d'impôts qu'ils n'ont de revenus.

JEAN-MICHEL APHATIE

...

ALAIN LAMBERT

Ce n'est pas le cas pour l'instant, monsieur APHATIE. Vous voyez que vous ferez un bon Premier ministre.

JEAN-MICHEL APHATIE

Ah, c'est vrai ?

ALAIN LAMBERT

Mais oui.

JEAN-MICHEL APHATIE

Ah bien, écoutez ! Alain LAMBERT, un homme sympathique, était l'invité de RTL ce matin. Bonne journée FM.